

LUS en 1981 contre le pouvoir antisocial et antidémocratique des capitalistes, les députés PS et PCF ont violé le mandat majoritaire que vous leur avez confié. La droite talonnée par l'extrême-droite peut se permettre aujourd'hui de prétendre reprendre le pouvoir.

Trois millions de chômeurs: leur nombre a doublé depuis 1981. Baisse du pouvoir d'achat des travailleurs salariés. Baisse des revenus des petits agriculteurs. Règlements judiciaires, mises en liquidation qui frappent en cascade les artisans et les petits commerçants, victimes indirectes des restructurations et des redéploiements.

Voilà le triste bilan de la politique d'austérité qui, au nom d'un « socialisme » de pacotille, a été imposée au pays en 1982 par Jacques Delors et le gouvernement Mitterrand-Mauroy-Fiterman.

Les dirigeants du PCF qui, pour des raisons d'alignement international, ont quitté en juillet 1984 le gouvernement, ne disent pas davantage la vérité : ils veulent aujourd'hui, en conduisant une politique de division, faire oublier qu'ils ont soutenu et cautionné les plans d'austérité, comme ministres et députés, au même titre que les dirigeants du PS.

Nous, militants de toutes origines du mouvement ouvrier et démocratique, syndicalistes, jeunes, avons décidé de vous appeler à reconstituer une nouvelle représentation populaire et ouvrière, un authentique parti ouvrier indépendant, un rassemblement démocratique des travailleurs, en constituant le Mouvement pour un parti des travailleurs. C'est pourquoi nous présentons à vos suffrages des listes de notre Mouvement dans toute la France.

DEFENDRE LES ACQUIS SOCIAUX

Le MPPT et ses candidats s'engagent à lutter contre la remise en cause des acquis sociaux en matière de durée du travail, de repos hebdomadaire, de congés, contre le démantèlement du Code du travail, contre la flexibilité réclamée par le CNPF, contre les TUC et pour un véritable emploi pour les jeunes. Nous vous disons : n'attendez quelque chose de valable que de vous-mêmes et de l'unité : les intérêts des capitalistes et les vôtres sont diamétralement opposés.

Le MPPT défendra la Sécurité sociale, les régimes de retraites, ainsi que les mutuelles. Le MPPT exige l'abrogation des lois antilaïques et de toutes les mesures prises par SavaryChevènement qui livrent l'école publique de plus en plus démantelée aux groupes de pression les plus divers, qu'ils soient politiques ou religieux.

Le MPPT dénonce la politique de baisse des revenus agricoles, l'institution des quotas laitiers et toutes les mesures contre les petits et moyens paysans, décidées à Bruxelles par tous les gouvernements du Marché commun, qui, alors qu'il serait possible de construire une véritable Europe, s'attaquent à la paysannerie, à la sidérurgie, aux mines, au textile... Le MPPT exige la garantie d'un revenu décent pour tous les paysans, tous les travailleurs.

Le MPPT dénonce la décentralisation et les atteintes portées au statut de la fonction publique, qui remettent en cause à la fois les droits et garanties des fonctionnaires et l'égalité des citoyens devant le service public.

Le MPPT revendique le respect et l'égalité des droits pour les travailleurs immigrés qui, comme les travailleurs français, supportent les mêmes méfaits de la crise capitaliste.

POUR LA DEMOCRATIE

Malgré les artifices trompeurs des indices manipulés, la majorité d'aujourd'hui et celle d'hier, soucieuses de cohabiter, n'en finissent pas de louer les vertus de la rigueur, Mitterrand, qui dénonçait naguère la Constitution gaulliste, l'utilise depuis 1981, avec ses institutions antidémocratiques taillées sur mesure, contre les intérêts populaires. Le pays, avec ces institutions antidémocratiques, s'enfonce dans la crise politique.

Le MPPT et ses candidats s'engagent à lutter pour une véritable démocratie, barrage à toutes les aventures totalitaires. Ils dénoncent en particulier toutes les tentatives d'aliéner l'indépendance des organisations syndicales ; le fonctionnement de la démocratie, dont le contenu sera défini par le peuple souverain, nécessite une séparation des pouvoirs. Quelle que soit la forme de l'Etat, l'indépendance réciproque des partis politiques et des syndicats est la condition fondamentale de toute avancée réelle vers le socialisme.

Alors, vous qui voulez que les choses changent, vous avez les moyens, par votre unité, d'affirmer votre volonté de faire respecter vous-mêmes le mandat du peuple.

VOTEZ, FAITES VOTER POUR LES CANDIDATS DU MPPT

La campagne électorale du MPPT a été financée intégralement par la seule contribution militante et la diffusion de son hebdomadaire *Informations ouvrières*.

MPPT, 35, boulevard de Strasbourg 75010 Paris Tél. : (1) 48 24 07 57



LISTE DU



MOUVEMENT POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS

CÔTE-D'OR

Marie-France Villaume

(39 ans, enseignante à Chenôve)

QUI SOMMES-NOUS?

Marie-France VILLAUME, 39 ans, enseignante à Chenôve Claude RIVIERE, 34 ans, agent SNCF à Dijon Jacques BONNOT, 30 ans, infirmier CHR à Dijon Christian GAUTHEY, 30 ans, agent PTT à Dijon

Edith DANRY, 30 ans, adjointe au maire de Crépand-les-Montbard, déléguée au SIVOM de Montbard

Emmanuel DENIS, 25 ans, étudiant-surveillant à Dijon René BOUCHOT, 34 ans, ouvrier typographe à Beaune

POURQUOI NOUS PRÉSENTONS-NOUS ?

- Pour le droit au travail : 19 235 chômeurs inscrits à l'ANPE, 3 500 emplois supprimés en Côte-d'or en 1984, les fermetures d'usines : FAR, ROY, ROSATI-LACHEZE, BOUVET-PONSAR, COMINOR, HUGONNET... : il faut stopper le cancer du chômage qui engendre la misère publique.
- Pour la défense des droits et garanties chèrement acquis par nos aînés.

Comme vous, nous défendons le droit à la santé remis en cause par les mesures actuelles.

Comme vous, nous refusons la destruction du code du Travail. La « flexibilité » de l'emploi est synonyme de déréglementation, de négation des conventions collectives qui protègent tous et chacun. Nous nous présentons pour que l'opinion soit alertée et que l'on barre la route à cette politique.

• Pour que la jeunesse ait un avenir : Il y a 1 700 TUC, rénumérés à 1 200 F par mois, en Côte-d'Or : triste record !

Le PS les glorifie. Le PCF les dénonce... et les met en place comme à Chenôve et Montbard. Le patronat et les partis de droite se frottent les mains. Et la loi Carraz veut supprimer les CAP inscrits dans les conventions collectives, restituer l'enseignement professionnel au patronat.

Est-ce pour cela que nous avons élu M. Carraz en 1981 ? Non, et c'est pourtant ce qu'il fait.

Comme vous, nous voulons le respect du droit à l'instruction pour assurer une qualification aux jeunes. Pour cela, il faut défendre l'école publique laïque. Pour cela, il faut s'opposer à la politique qui veut la livrer aux groupes de pression politiques, patronaux, religieux.

C'est pour ces raisons que nous sollicitons vos suffrages le 16 mars 1986.

Nous nous présentons pour une autre politique, pour le respect de la démocratie.

Nous nous présentons pour que les travailleurs aient la parole, pour qu'ils puissent se faire entendre à l'Assemblée nationale avec le MPPT.

LE 16 MARS, VOTEZ POUR LA LISTE MPPT CONDUITE PAR MARIE-FRANCE VILLAUME

ATTENTION: Ceci n'est pas un bulletin de vote. Les bulletins vous seront remis au bureau de vote.